

MARDI 22 MAI 2018

TOUTES et TOUS en GRÈVE !

La transformation publique annoncée par **Comité d'Action Publique 2022 (CAP 2022)** n'est autre qu'une **façon déguisée d'externaliser vers le privé, voire de supprimer purement et simplement un grand nombre de nos missions dans le seul but de diminuer la dépense publique.**

En matière de restructurations, de transferts de missions, de recours au privé, la DGFIP n'est pas en reste. D'ailleurs, le DG n'attend pas les conclusions du comité pour dégainer ses propositions d'évolutions, tout en affirmant qu'il vaut mieux devancer, pour le bien de la DGFIP, les décisions prises par d'autres. On connaît bien la musique ! D'ailleurs, nos responsables administratifs semblent étrangement optimistes sur l'avenir de la DGFIP. **Et pourtant, notre belle et grande administration vit bien ses derniers moments dans la configuration, déjà bien cabossée, qui est la sienne aujourd'hui.**

Les agents publics ne peuvent être réduits à un coût ni à une variable d'ajustement budgétaire.

Notre apport à la richesse nationale doit être reconnu, notre investissement au travail doit être valorisé.

De plus, depuis le début du quinquennat, les annonces se succèdent : gel de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, compensation partielle et temporaire de la hausse de la CSG avec perte de pouvoir d'achat pour les agents, remise en cause des CAP, disparition des CHSCT...

Fonctionnaires et contractuels de la DGFIP, revendiquons un CHANGEMENT DE CAP pour notre service public :

- Une pleine reconnaissance des missions et les moyens nécessaires pour les réaliser,
- L'arrêt des suppressions d'emplois (120 000 suppressions prévues sur le quinquennat),
- Une juste rémunération et une augmentation du pouvoir d'achat des agents publics (refus de la rémunération au mérite),
- Un déroulement de carrière valorisant les compétences et maintien du statut,
- La suppression du jour de carence,
- Le maintien du régime de retraite des fonctionnaires.

A la DGFIP, exigeons toutes et tous ensemble :

- la fin de la mécanique infernale qui déstructure notre administration,
- l'ouverture de réelles négociations avec le ministre et la direction générale pour garantir notre avenir.

Pour des moyens au service de nos missions, pour l'amélioration de nos conditions de travail et pour continuer à rendre service à l'usager sur l'ensemble du territoire selon des valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale.

Toutes les organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appellent l'ensemble des personnels de la Fonction publique (État, territoriale, et hospitalière) à la grève et aux manifestations le 22 mai 2018.

TOUTES & TOUS Place de la République¹

Mardi 22 mai à 13 heures